

GERMAIN, Robert, *Le mouvement infirmier au Québec. Cinquante ans d'histoire*. Montréal, Éditions Bellarmin, 1985. 565 p.

Jacques Rouillard

Volume 40, numéro 4, printemps 1987

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/304511ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/304511ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Rouillard, J. (1987). Compte rendu de [GERMAIN, Robert, *Le mouvement infirmier au Québec. Cinquante ans d'histoire*. Montréal, Éditions Bellarmin, 1985. 565 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 40(4), 622–623. <https://doi.org/10.7202/304511ar>

GERMAIN, Robert, *Le mouvement infirmier au Québec. Cinquante ans d'histoire*. Montréal, Editions Bellarmin, 1985. 565 p.

Contrairement à ce que le titre laisse entendre, le volume traite presque uniquement de la branche catholique du mouvement infirmier, soit l'Association des gardes-malades licenciées (AGMCL) devenue la Fédération des syndicats professionnels d'infirmières et d'infirmiers du Québec. L'organisme a commandité l'ouvrage à l'occasion du 25^e anniversaire de sa fondation.

Née à l'instigation d'un aumônier et des Soeurs de la Charité, l'AGMCL est formée en réaction contre l'expansion à Québec de l'Association des gardes-malades enregistrées, originaire de Montréal et composée d'infirmières francophones et anglophones. Les artisans de la nouvelle organisation reprochent à l'association montréalaise d'être «neutre», c'est-à-dire d'accueillir des membres de toutes confessions religieuses. Jusqu'à la guerre, l'AGMCL vivote avec moins de 200 membres dont plusieurs religieuses; elle ne réussit pas à déborder la région de Québec, ayant même beaucoup de difficultés à se faire accepter dans certains hôpitaux de la ville de Québec. L'épiscopat est divisé sur la nécessité de promouvoir l'organisation confessionnelle des infirmières et la question oppose Mgr Charbonneau aux autres évêques de la province en 1946. Malheureusement l'A. est peu conscient de l'importance de ce sujet qui pèse lourd dans la démission de Mgr Charbonneau en 1950. Il faut dire que l'étude en général se situe au ras du sol sans bien situer les événements abordés dans le contexte de l'époque.

L'association, qui ne compte que 300 membres au début des années cinquante, est amenée à s'intéresser davantage à leurs conditions de travail lorsque le gouvernement applique au secteur hospitalier la loi des décrets en 1943-1944. L'extension des ordonnances aux districts judiciaires de l'Est du Québec permet l'afflux de nouveaux membres; l'association se transforme en fédération en 1959, avec des syndicats à Québec, à Rimouski, à Chicoutimi et plus

tard à Trois-Rivières. Dans la région montréalaise, deux autres associations se disputent l'adhésion des infirmières: l'Association des infirmières de la province de Québec et l'Alliance des infirmières de Montréal fondée en 1946 et affiliée à la CTCC. Cette dernière s'étend aux hôpitaux de Sherbrooke, Joliette, Saint-Hyacinthe et Hull et se caractérise par son militantisme syndical. L'auteur fournit peu d'informations sur les associations montréalaises.

Dans les années 1960, la Fédération se déconfessionnalise (l'auteur n'en traite pas; on le déduit) et prend le nom de Fédération des syndicats professionnels des infirmières du Québec. La négociation avec les administrations hospitalières qui devient provinciale en 1966 occupe de plus en plus de place parmi les préoccupations de la fédération. Celle-ci se perçoit à la fois comme une association professionnelle, soucieuse du perfectionnement de ses membres, et comme une organisation syndicale, négociant des conventions collectives dans un esprit de rapport de forces. Ses syndiquées débraient lors des rondes de négociations du secteur public et parapublic en 1972, 1976 et 1979. Comme le gouvernement centralise les négociations dans le secteur hospitalier, la Fédération est à l'origine en 1966 du Cartel des organismes professionnels de la santé qui coordonne les négociations des syndicats des «professionnels» de la santé (infirmières, diététistes, technologistes, etc.). Elle refuse cependant d'élargir la solidarité en joignant la CSN, qui regroupe bon nombre d'infirmières au début des années 1970. Il y a chez les infirmières un sentiment très fort de leur identité et de leur situation particulière, ce qui les rend réticentes à faire partie d'une centrale syndicale. Ce sens de la différence conduit bon nombre d'infirmières à quitter la CSN en 1976. On aurait aimé que l'A. explique davantage sur quoi repose ce désir d'autonomie.

L'ouvrage n'est pas sans intérêt puisqu'il repose sur une bonne base documentaire, du moins pour la FSPIQ, et il a le mérite de tracer les grandes lignes de l'évolution du syndicalisme infirmier. Mais l'organisation du texte laisse à désirer (les annexes abondent à la fin de chaque chapitre) et, surtout, l'analyse des problèmes significatifs est superficielle. Le lecteur est noyé dans un fatras d'événements dont l'auteur a du mal à dégager l'essentiel. Le volume nous fait réaliser que l'histoire est un métier, qu'elle exige un apprentissage et qu'on ne s'improvise pas historien.

*Département d'histoire
Université de Montréal*

JACQUES ROUILLARD